

CENTRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DU KÛRDÏSTAN-CRSK

Association de Loi 1901 RDA N°W212005346, 4 Rue de Saverne, 21000 DIJON France

Dr Ali KILIC, Berlin le 3 octobre 2014

SUR LA STRATEGIE ET LA TACTIQUE DE LA GUERRE DES KURDES ET LE ROLE DU PRESIDENT BARZANI DANS LA LUTTE CONTRE LES ORGANISATIONS ISLAMISTES TERRORISTES, ISIS,ASL, AU MOYEN ORIENT

Quelles sont la stratégie et tactique de la guerre contre les forces terroristes de l' ISIS et de l'ASL au Moyen Orient et au Proche Orient ? Quel rapport établir entre la stratégie de la guerre les Etats de la coalition internationale contre l' ISIS et entre les forces de la résistance du Kurdistan ? Quels sont des intérêts des Etats fondés sur des échanges commerciaux dans le projet de la fondation du nouveau partage du Moyen Orient ? Comment pouvons nous analyser des nouveaux éléments de la nature des relations internationales ? Quel est le rôle du Président Barzani dans la lutte contre les organisations terroristes,islamistes,l' ISIS, l'ASL au Moyen Orient ?

La stratégie est l'art de faire la guerre intelligemment .Le mot stratégie dérive du grec (*στρατος*)signifie « *armée* », *ageîn* signifie « *conduire* »), et par suite de l'italien *strategia*.Initialement, il s'agit de l'art de coordonner l'action de l'ensemble des forces de la nation — politiques, militaires, économiques, financières, morales... — pour conduire une guerre, gérer une crise ou préserver la paix.

Dans cette perspective, et selon Charles de Gaulle, : « *La stratégie est de la compétence du gouvernement et de celle du haut-commandement des forces armées* » Par suite et par extension, la Stratégie signifie l'art de diriger et de coordonner les actions d'une entité dans un contexte plus général pour atteindre un objectif. Ainsi, appliquée à une organisation ou une entreprise, la stratégie est : « *L'orientation des activités d'une organisation à long terme. Elle consiste à obtenir un avantage concurrentiel grâce à la reconfiguration des ressources de l'organisation dans un environnement changeant, afin de répondre aux besoins du marché et aux attentes des différentes parties prenantes (propriétaires, employés, financeurs, etc...)* »

La tactique, est l'art de diriger une bataille, en combinant, par la manœuvre, l'action des différents moyens de combat en vue d'obtenir le maximum d'efficacité. En dehors du domaine militaire et par extension, ce terme s'applique à toute confrontation (économique, commerciale, sportive, ludique, diplomatique, etc.) et décrit l'art d'utiliser de manière optimale les modes opératoires et les moyens dont on dispose, pour emporter un gain ou une décision. Contrairement à la tactique dont l'enjeu est local et limité dans le temps (gagner la bataille), la stratégie a un objectif global et à plus long terme : c'est

l'art de coordonner l'action de l'ensemble des forces pour gagner la guerre ou préserver la paix. Les deux notions peuvent même être contradictoires. Ainsi, la bataille de Dunkerque (25 mai au 3 juin 1940) est un succès *tactique* des Allemands puisqu'ils ont pris la ville. Mais c'est une victoire *stratégique* alliée car le corps expéditionnaire britannique a pu être évacué à temps, ce qui a pesé lourd dans les suites de la guerre. Dans ce sens la guerre de Kobané ne sera pas qu'une victoire *stratégique* alliée.

1. USA et la Guerre des Kurdes

Les Etats-Unis ont annoncé l'envoi d'une équipe militaire à Ankara. Son objectif est de poursuivre des discussions avec les responsables militaires turcs. USA recherchent à s'engager la Turquie dans la lutte contre l'Etat islamique (EI). Cette tentative du Pentagone est irréaliste et contradictoire. Elle est irréaliste car la Turquie aussi veut dominer au Moyen Orient l'instauration d'une zone tampon dans le Kurdistan Est fait partie de sa stratégie coloniale soutenue par la France sous double aspect. Premièrement, La France sait que c'est la Turquie qui a créé l'ASL l'Armée libre de la Syrie d'une part et de l'autre part l'Organisation terroriste de l'Etat Islamique, financée, militarisée par elle. Dans ces conditions, la Turquie ne veut pas de stopper l'avancée des djihadistes qui est à la disposition de la stratégie militaire. C'est avec les bombes turques que l'Etat islamique (EI) a attaqué au siège du YNK qui a tué 70 politiciens Kurdes. Comme en 2007 l'Unité de vengeance Turque(TİT) a tué 800 Ezdis et a blessé plus de 800 personnes. La preuve c'est que la Turquie l'Arabie Saoudite et le Katar sont derrière l'EI, ne sont pas participés à la réunion des chefs militaires de la coalition anti-jihadistes à Washington et le premier Ministre turc Mr Davutoğlu a déclaré « on dit que les Kurdes sont sans Etat, l'Etat des Kurdes est la République de Turquie » Alors quelle est la stratégie de la coalition internationale vis-à-vis à l'opposition syrienne modérée ou ASL et à la création de la zone de tampon dans la mesure où la Turquie refuse d'intervenir pour sauver Kobani et Ankara n'a pu s'entendre avec les Etats-Unis sur l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik pour mener des raids contre l'Etat islamique ? Et Mr Davutoğlu proclame l'idéologie pan islamiste panturkiste de l'impérialisme et colonialisme turc.

Barack Obama a souligné que la campagne contre l'Etat islamique, lancée le 8 août par des bombardements américains dans le nord de l'Irak, n'en était qu'à ses premières phases. «Il y aura des jours de progrès et il y aura des périodes (de recul)», a-t-il dit. «**Notre coalition est unie derrière cet effort à long terme.**» La Maison blanche a annoncé qu'il s'entreferait par visioconférence avec les dirigeants britannique, français, italien et allemand. Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Irak, Italie, Jordanie, Koweït, Liban, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Qatar et Turquie.

Dans les relations militaires et diplomatique entre le Gouvernement Régional du Kurdistan et les USA, Le président Barzani a reçu une délégation des USA à Dohouk, capitale du Kurdistan Sud, Le président Barzani a reçu une délégation du gouvernement des États-Unis dirigée par M. Tony Blinken, conseiller national adjoint de sécurité. Lors de la réunion le président Barzani a informé la délégation avec le dernier développement en ce qui concerne le conflit en cours avec les terroristes de l'Etat islamique en Irak et la Syrie, ISIS et élaboré sur la pointe des forces peshmergas sur un certain nombre de fronts contre ISIS.

Le Président Barzani a également déclaré que le groupe terroriste ISIS n'est pas un phénomène nouveau, il s'agit plutôt d'une continuation des efforts antérieurs déployés par al-Qaïda et d'autres groupes terroristes associés en Irak.

M. Blinken, de son côté exprimé son soutien continu pour le compte du gouvernement des Etats-Unis pour le Kurdistan Sud en général et la lutte contre ISIS en particulier. M. Blinken a ajouté que la coopération militaire entre les États-Unis et le Kurdistan Sud continuera pour le bien de l'éradication de terroristes dans la région du Kurdistan Sud , en Irak et dans la région plus grande. Les terroristes de Daech ont tenté, de progresser vers le centre de la ville kurde de Kobané, mais les combattants kurdes les ont repoussés, a indiqué une ONG syrienne. «Il y a eu une attaque d'envergure de l'EI depuis la partie sud de la ville, dans une tentative de progresser vers le centre, mais elle a été mise en échec par les combattants kurdes après des combats féroces » Le patron de la coalition internationale, le général américain à la retraite John Allen, et son adjoint Brett McGurk, ont bouclé une visite sensible de deux jours en Turquie pour tenter de convaincre cet allié réticent de s'engager militairement contre l'EI, qui menace sa frontière à Kobané. Interrogée pour savoir si ces entretiens américano-turcs – avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu et des responsables militaires – avaient permis de faire des “progrès”, la porte-parole du Département d'Etat, Marie Harf, a répondu par l'affirmative. **“La Turquie est d'accord pour soutenir les efforts d'entraînement et d'équipement pour l'opposition syrienne modérée”**, l'un des volets de la stratégie américaine en Syrie dévoilée le 10 septembre par le président Barack Obama, a dit Mme Harf. Cette déclaration est contradictoire ne peut pas être l'objet d'une stratégie militaire du fait que « **l'opposition syrienne modérée** » a été créée par la Turquie.

Le président des USA dit "*Nous continuerons à soutenir l'opposition modérée car nous devons offrir aux gens en Syrie une alternative à Assad ou l'EI*", a poursuivi Barack Obama qui a jugé que le dirigeant syrien avait perdu "*toute légitimité*" sur la scène internationale."*Je ne vois aucun scénario dans*

lequel Assad serait capable d'une façon ou d'une autre d'apporter la paix dans une région qui est à majorité sunnite. Il n'a jusqu'ici jamais démontré sa volonté de partager le pouvoir avec eux ou de chercher un accord", a-t-il ajouté.

Du fait que le Président Obama « **a pris soin de préciser qu'il n'était pas question d'envoyer des troupes au sol et que le dégagelement américain de ces régions était irrévocable** ». Il laisse la décision stratégique, au siège en Floride de la guerre contre les milices terroristes de l'"Etat islamique" en Irak et la Syrie est prévue, coordonné, organisé. Austin a développé la stratégie militaire, à l'aide duquel les Etats-Unis et un États alliance internationale veulent "affaiblir et détruire» les djihadistes » mais quant comment par quels moyens ?

Le président Obama a participé à une partie des discussions. Il s'est dit « *très inquiet* » de la situation à Kobane qui illustre la menace posée par le groupe Etat islamique en Irak et en Syrie. Obama a annoncé que les frappes aériennes se poursuivraient, mais qu'il ne fallait pas s'attendre à un règlement rapide de la crise. « *Il y aura des jours de progrès et des périodes de revers* », a-t-il déclaré. Il a aussi souligné que battre l'organisation EI n'était pas simplement une campagne militaire sur un champ de bataille, c'était aussi un combat contre l'extrémisme. L'Arabie saoudite et la Turquie n'étaient pas représentées à la réunion et Mr Hollande a détourné l'orientation. « *En Syrie nous considérons que c'est l'ensemble de la communauté internationale qui doit soutenir ce qu'on appelle l'opposition syrienne* » mais pas les Kurdes. « *Là, en ce moment, il y a un martyr, c'est cette ville de Kobané qui peut à tout moment tomber dans les mains des terroristes et avoir des conséquences très graves pour les populations civiles* », a-t-il estimé. La vérité c'est que la France ne soutient pas la résistance kurde directement. Elle est à coté de « *l'opposition syrienne modérée, celle que nous reconnaissons comme la seule légitime pour la Syrie, tout le soutien, toute l'aide nécessaire* », avait-il poursuivi François Hollande pense comme l'Ambassadeur turc « *Pour notre part, nous restons persuadés que si une action militaire, telle que la souhaitaient notamment la Turquie et la France, avait pu être menée pour mettre fin à l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Al Assad,* ». Contrairement à la déclaration d'Hakki Akil, c'est la Turquie qui a fournit d'armes chimiques et des munitions à l'EIL pour libérer ses otages. La Turquie a toujours soutenu EIL Al Qaida. ALS. Selon Ambassadeur turc « *il est urgent de trouver à Damas un gouvernement de transition national représentatif et sans le clan Al Assad. Enfin, troisièmement, l'établissement de zones tampons et de zones d'exclusion aérienne tout au long de la frontière turque en Syrie apparaît comme étant indispensable* »¹C'est ce que Recep Erdoğan a dit.

¹<http://www.humanite.fr/quel-role-la-turquie-joue-t-elle-dans-le-chaos-en-syrie-et-en-irak-553704#sthash.dDDBiSIE.dpuf>

"Si Kobane tombe à l'IS, qui serait perçu comme une défaite Amérique", a déclaré Robert Ford, l'ancien des Etats-Unis ambassadeur en Syrie. Cette défaite liée d'abord à la stratégie du Président Obama, qui a refusé la proposition du Général Austin en Septembre dernier pour utiliser vos propres forces terrestres: en particulier les forces spéciales, Selon l'hypothèse États-Unis que l'Irak stabilisé politiquement est la condition préalable pour résoudre le problème du terrorisme à la racine, Austin dit: "L'objectif est pour nous, en Irak." Armée Bagdad doit être réorganisée, les frontières sont sécurisées afin que l'EI ne peut pas envoyer plus de renforts en provenance de Syrie. Le chef d'état-major des États-Unis Martin Dempsey explique aussi stratège Austin que la ville kurde Kobane peut tomber - "très possible". D'autre part, il y a des progrès, les Kurdes ont très déterminé, et ils sont pris en charge avec des «frappes aériennes de précision» Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, s'est montré, lui, plus réservé, en affirmant que l'instauration d'une zone tampon valait « *la peine d'être examinée* » mais la Maison Blanche a ultérieurement précisé que l'idée n'était « *pas à l'étude pour le moment* ». Alors que la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis a procédé, jeudi 9 octobre, à de nouvelles frappes aériennes contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) près de la ville kurde de Kobané, dans le Kurdistan Est, la question de l'instauration d'une zone tampon dans le Kurdistan Est, réclamée par la Turquie, prend de l'ampleur. Alors que depuis trois semaines, le monde aux yeux tournés du côté de Kobané, la troisième ville du Kurdistan Est assiégée par les forces de Daesh (« État islamique »). Il découvre la résistance d'un peuple, les Kurdes, dont la lutte acharnée pour la démocratie est au cœur d'un combat héroïque.² "Une zone tampon doit être formée immédiatement à la frontière entre la Syrie et la Turquie" a assuré le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius.³ Finalement, «Présidence de la Région du Kurdistan en date du 20 octobre 2014 dans le cadre des efforts continus de la région du Kurdistan pour soutenir le Kurdistan Est en général et en particulier Kobane, les armes et l'aide militaire ont été livrés à Kobane aujourd'hui de la région du Kurdistan irakien par des jets de marchandises américaines.

La présidence du Kurdistan Sud exprime sa gratitude au gouvernement des Etats-Unis pour son soutien de l'air pour le Kurdistan contre les terroristes d'ISIS. »⁴

2. La France et la Guerre des Kurdes.

Le rôle de la France dans la région est double. D'un côté, lors d'une conférence de presse conjointe avec Barzani, François Hollande a précisé que

² L'Humanité, le 13 oct2014

³ Fabius, <http://www.trt.net.tr/francais/turquie/2014/10/10/mevlüt-çavuşoğlu-sest-entretenu-avec-laure>

⁴ Présidence de la Région du Kurdistan 20 octobre 2014

les livraisons d'armes aux peshmergas kurdes qui combattent les terroristes de Daesh avaient été décisives pour inverser le rapport de force « *Nous allons poursuivre avec l'Europe notre aide aux réfugiés. Nous allons établir un véritable pont humanitaire et nous allons aussi traiter les cas les plus douloureux des familles qui ont des liens avec la France qui veulent venir pour un temps se réfugier auprès de leurs proches* », a-t-il dit lors de cette conférence de presse à Erbil.



Massoud Barzani président du Kurdistan Sud a accueilli le président français François Hollande, Après son arrivée à Erbil, le président Hollande et le président Barzani ont visité un camp de réfugiés dans un quartier à Erbil, et plus tard ont tenu une réunion. Président Hollande, le premier chef d'Etat étranger à visiter Erbil, a été accompagné par ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

Suite à leur rencontre avec des représentants président Barzani et de l'ARK, les deux présidents ont tenu une conférence de presse conjointe. Président Hollande dit que la France continuera à fournir une aide humanitaire et militaire au Kurdistan dans sa lutte contre les terroristes ISIS. Il a dit que le Kurdistan Sud est à l'avant-garde de la lutte contre les terroristes ISIS, une délégation du Kurdistan est invitée à assister à une conférence internationale, à Paris, visant à coordonner les efforts internationaux pour faire face à la menace posée par des terroristes ISIS. Le président français a également fait l'éloge du rôle des forces peshmergas dans cette lutte et se sont engagés à augmenter l'aide militaire aux forces des peshmergas. Président Barzani a décrit la visite au Kurdistan par le président Hollande comme historique et il a remercié au président et au peuple de la France pour sa solidarité en faveur du peuple du Kurdistan en disant que la France était le premier pays de l'UE pour venir en aide au Kurdistan dans la lutte contre les terroristes ISIS. Il a également ajouté

que grâce à l'appui de la France et d'autres pays, les forces de Peshmergas prennent maintenant la lutte contre ISIS. Président Barzani a promis que la région du Kurdistan continuera à se battre jusqu'à ce que le groupe terroriste ISIS est arraché et détruit.

Et de l'autre côté « *Le président François Hollande a annoncé, son soutien à une telle mesure pour accueillir et protéger les personnes déplacées* », à l'issue d'un entretien avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan. Ce dernier a plaidé à plusieurs reprises pour l'instauration d'une zone tampon et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie afin de protéger les secteurs tenus par l'opposition modérée au président syrien Bachar Al-Assad et les populations qui fuient la guerre civile dans leur pays.»⁵ La vérité c'est que François Hollande s'engage à soutenir la stratégie impérialiste de l'Etat turc pour mieux partager le Moyen et Proche Orient entre eux.

La contradiction fondamentale de la diplomatie française, dans le discours du Président Hollande et représente l'incapacité de la politique de Paris. François Hollande a estimé que la Turquie devait "**absolument ouvrir**" sa frontière avec la Syrie pour permettre d'aider les défenseurs kurdes de la ville kurde frontalière de Kobané contre l'assaut des jihadistes du groupe Etat islamique (EI). La Turquie ne veut pas. Il dit "*, nous devons apporter tout le soutien à l'opposition syrienne*". C'est la Stratégie de la Turquie, car c'est à Istanbul que « **à l'opposition syrienne** » a été créée et est formée par la Turquie.. Il était obligé d'accepter qu' "En l'occurrence, ce sont des Kurdes, mais ce sont des Kurdes syriens", a-t-il précisé à propos des combattants luttant contre les jihadistes à Kobané.

Pierre Laurent, le sénateur communiste, secrétaire national du PCF, a déclaré que , « *en s'inscrivant, dans le sillage de l'Otan et des Etats-Unis, dans une stratégie exclusivement militaire, la France, s'enlise dans une impasse lourde de conséquences. Son soutien au projet turc de « zone tampon » en Rojava relève d'une surenchère qui renforce les djihadistes.* »⁶ Il est vrai, mais contrairement à la pensée du sénateur communiste, la France est un pays impérialiste, elle occupe actuellement plusieurs colonies en Afrique et aux îles d'autres mers .Le gouvernement du PS, est le meilleur défenseur des intérêts de l'impérialisme français dans le monde. La Turquie est un marché important pour les exportations françaises (6,2 Mds € en 2013), devant des pays tels que l'Inde ou le Maroc. Toutefois, la part de la France dans les importations tend à se réduire au cours des dernières années en raison, notamment, d'un accroissement du poids du secteur des hydrocarbures dans les achats turcs. Les grands contrats aéronautiques signés avec la Turquie en 2012, ainsi que les perspectives dans les

⁵ Cite de la Présidence de la République

⁶ Pierre Laurent « Replacer l'ONU au cœur d'une diplomatie de paix, L'humanité N°21530.p.5

secteurs des transports et de l'énergie devraient permettre à la France, dans les prochaines années, de garder son rang dans ses échanges avec le pays. La France ne privilégiera jamais « *la défense des valeurs universalistes, le droit des peuples et la paix* » au lieu de ses intérêts commerciaux. Selon Pierre Laurent « *la France doit replacer l'ONU au cœur d'une diplomatie de paix et de solution politique en proposant la tenue d'une grande conférence internationale Réunissant toutes les parties y compris les Kurdes, qui constituent une force de paix incontournable au Proche –Orient et qui ne cessent de réclamer une solution politique pour le Kurdistan* »⁷

Il n'y aura pas d'une solution politique au Kurdistan Nord, dans la mesure où Mr ÖCALAN négocie avec les services secrets turcs (MİT) et les discussions ne passent pas dans les commissions de l'ONU. De plus, le PKK a été créé en 1975 par les services secrets turcs(MİT) confirmé par Abdullah Ocalan dans son livre intitulé « *DEVİRİMİN DİLİ VE EYLEMİ* »⁸ C'est une confirmation faite par Öcalan lui-même.

« Mon but est de créer un groupe révolutionnaire du Kurdistan »⁹ vers les années 1975, « il n'y avait pas d'une autre personne que moi capable de créer un groupe révolutionnaire au nom du Kurdistan qui pourra changer le déroulement de l'histoire »¹⁰ « au moment de la tentative de cette création j'avais des relations parfaites avec des personnes qui menaient des activités au nom d'Etat »¹¹ « si tu demandes des femmes il y avait des femmes, si tu demandes de l'argent, il y avait de l'argent, si tu demandes des appartements il y avait des appartements, tiens! manges!. Dors ! dedans, sur ce point je me sentais comme un fils du Pacha. Voyez comment j'ai fait travailler la bourgeoisie? Puis ce qui a coûté la tête de Mr UĞUR MUMCU¹², était cette forme de relation que j'ai établie. Pendant les années de 1976,1977,1978 j'ai fait travaillé l'Etat et le mouvement fonctionnait »¹³ « Nous sommes à Ankara si nous n'avons pas fondé notre mouvement sur le soutien d'Etat Pendant les années de 1976,1977,1978 pouvons nous rattraper le moment solide? »¹⁴ « je peux dire que L'Etat turc a

⁷ Pierre Laurent « Replacer l'ONU au cœur d'une diplomatie de paix, L'humanité N°21530.p.5

⁸ Voir [11] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 116 [12] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 92 [13] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 110-111 [14] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 111 [15] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 114 [16] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 93 [17] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 97-98 [18] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 115 [19] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 116 [20] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 114 [11] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 116 [12] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 92 [13] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 110-111 [14] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 111 [15] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 114 [16] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 93 [17] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 97-98

⁹ A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 116

¹⁰] A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 92

¹¹ Note- A. Öcalan avait des relations avec Mr Ali YILDIRIM, agent des services secrets turcs. Öcalan a contracté le mariage avec sa fille Melle KESİRE YILDIRIM.

¹² Uğur Mumcu effectuait une étude sur les relations des services secrets turcs avec Öcalan. il a été tué.

¹³ A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 110-111

¹⁴ A.Ocalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 111

convaincu en utilisant des moyens de l'argent et de femmes que je le rendrai des services. »¹⁵ Au fond, Öcalan fait partie d'un groupe de l'extrême droite turque, il attaque avec ce groupe à la cérémonie de l'enterrement d'İmran Öktem, ancien président de la Cour de Cassation à Ankara. Il était l'un des membres intégristes d'islam sunnite pratiquant du groupe de Necip Fazıl Kısakürek. Il a été utilisé par les services secrets turcs et aujourd'hui par l'Etat Major des Forces Armées Turques et par l'Organisation Nationale des Renseignements (MİT) le résultat 40.000 morts du côté du PKK, 4500 villages détruits par l'Armée, 6000.000. personnes ont quitté le Kurdistan Nord. Contrairement à la pensée du sénateur communiste. Secrétaire national du PCF, il est impossible de « *faire sortir le PKK de la liste des organisations terroristes y compris pour préserver le processus de la paix en Turquie.* » Car Öcalan pense comme Davutoğlu, le premier Ministre turc, « l'Etat des Kurdes est la république de Turquie ». C'est la domination colonialiste turque qui occupe militairement au Kurdistan Nord. Öcalan est le collaborateur de l'impérialisme turc.

L'invité de l'Humanité Hakki Akil Ambassadeur de Turquie à Paris a déclaré que « *Le monde, et notre région en particulier, traverse une période dramatique. Les pays voisins de la Syrie et de l'Irak, telle la Turquie, mais aussi d'autres pays alliés, géographiquement plus éloignés, sont sous la menace directe d'une organisation terroriste particulièrement dangereuse parce qu'extrémiste et fanatique. Les observateurs internationaux s'accordent pour dire que l'organisation terroriste que l'on peut appeler EIIL a largement bénéficié de la situation de non-droit qui s'est installée en Syrie à la suite des massacres perpétrés par le régime d'Al Assad. Tout indique que l'organisation en question a été créée et soutenue par le mouhaberat de Damas, dans sa tentative d'anéantir l'opposition syrienne modérée et démocratique.* » Mais l'ambassadeur de Turquie a oublié de dire que la députée kurde Ayla Ata a déposé une demande au Parlement turc pour la confirmation de l'aide militaire accordée à l'Eİ, la Turquie a envoyé des armes, des chars en train à l'Eİ il y a des Bureaux de l'Eİ, la Turquie finance les organisations terroristes islamistes.. Mais des tensions existent entre Washington et Ankara : les Américains voudraient que les Turcs envoient des troupes en Syrie, mais ceux-ci ne le feront que si les frappes aériennes visent à la fois les jihadistes et les forces d'Assad. Mais pour le moment, l'administration Obama est plus préoccupée par le fait de détruire l'État islamique. Le chef d'état-major interarmées, le général Dempsey, a présidé cette réunion de travail d'une journée dont l'objet était de définir une stratégie commune et de coordonner les activités des pays s'étant joints à la coalition et qui ont chacun des rôles différents.

¹⁵ A.Öcalan, *Devrimin Dili ve Eylemi*, s. 114

La Turquie a déployé d'importants renforts militaires, notamment des blindés et des pièces d'artillerie, le long de sa frontière face à la ville de Kobané, assiégée par les djihadistes de l'EI depuis plusieurs semaines. Mais elle refuse pour l'heure d'intervenir militairement, au motif qu'une telle opération renforcerait par ricochet le président syrien, Bachar Al-Assad, sa bête noire, et les Kurdes de Syrie. Ankara a d'ailleurs bombardé des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, une première depuis le cessez-le-feu décrété par les rebelles kurdes en mars 2013.

Le peuple Kurde rejette la zone tampon qui constitue et signifie le cœur de la stratégie impérialiste de l'Etat turc contre le droit à l'autodétermination du Kurdistan veut annexer les autres parties du Kurdistan.

Si Les Kurdes rejettent l'idée d'une zone tampon proposée par Ankara et soutenue par Paris. Alors les deux capitales, qui font de la chute du régime syrien leur priorité, sont d'accord pour la création d'une zone tampon à la frontière nord de la Syrie. La proposition turque, appuyée par le chef de l'État, était au cœur de la rencontre à Paris entre Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, et son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Cette proposition avait déjà été avancée par Paris en 2012



Début octobre, les extrémistes de l'Etat islamique, équipés d'armes lourdes et de chars, ont lancé l'assaut sur la ville Kurde Kobane, troisième ville du pays. Plus de 140.000 civils ont déjà fui la ville vers la Turquie. Malgré l'autorisation, donnée le 2 octobre par le Parlement turc, à son armée d'intervenir, Ankara pose ses conditions pour engager la moindre opération militaire contre les djihadistes

de l'Etat islamique (EI), sur le point de s'emparer de la ville kurde de Kobané, à portée de tirs de la frontière turque. D'abord, ce type d'opération nécessite le feu vert du Conseil de sécurité des Nations unies, où la Russie mettrait à coup sûr son veto à toute initiative qui affaiblirait son allié syrien. De surcroît, avec ou sans l'aval de l'ONU, faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus d'une partie du territoire syrien revient, de facto, à entrer en conflit ouvert avec le régime de Bachar Al-Assad.

Si Kobané tombe, l'EI ferait la jonction avec un autre tronçon qu'il détient entre Kobané et le pays kurde frontalier de l'Irak. Cette prise pourra faciliter encore le trafic de pétrole et l'entrée en Syrie de djihadistes étrangers arrivés par les aéroports turcs. Cependant, la région reste adossée au Kurdistan turc, où les combattants des YPG circulent. Le long de la route qui mène à Kobané, les villages sont tous kurdes, et peuvent encore présenter un obstacle à ces trafics. Depuis juin 2013, l'EI, d'abord allié à d'autres groupes djihadistes et rebelles syriens, dont l'Armée syrienne libre (ASL), affronte les Kurdes de Syrie à Kobané et partout dans le nord du pays. Depuis janvier 2014, les alliances se sont inversées : l'EI étend seul son territoire. Cette progression continue lui permet d'accroître ses ressources, son prestige, et d'attirer de nouveaux combattants dans ses rangs.

En détruisant Kobané, L'EI met également à l'abri un axe routier est-ouest qu'il contrôle, qui relie la région d'Alep à Rakka et à la ville frontière de Tal Abat. Les Kurdes avaient menacé cette route à plusieurs reprises depuis 2013. Notamment la ville de Sarrin, proche d'un pont qui enjambe le fleuve Euphrate.

Kobané est la plus isolée, la plus facile à prendre des trois régions kurdes de Syrie. En la prenant, l'EI infligerait une sévère défaite au PKK. Ce groupe, structuré par trente ans de conflit, s'est imposé comme son adversaire le plus efficace en Irak et en Syrie.

Enfin, la chute de Kobané ouvrirait la voie à une offensive contre la ville d'Hassaké, frontalière de la partie est de la Syrie sous contrôle kurde. Cette zone est riche en pétrole. C'est un verrou stratégique entre les territoires contrôlés par l'EI en Syrie et en Irak.

La Turquie a ouvert sa frontière à plus de 180 000 réfugiés venus de Kobané depuis le début de l'assaut. Elle accueille plus d'un million de réfugiés de Syrie depuis le début du conflit syrien. L'armée turque, qui a pris position le long de la frontière, ferme les yeux sur le passage de combattants syriens, et probablement d'armes dans une moindre mesure. Des combattants sont soignés dans les hôpitaux d'État turcs, de façon clandestine. La Turquie refuse de leur porter officiellement assistance, et multiplie les obstacles à la frontière.

Elle refuse d'agir elle-même à Kobané, ce que les Kurdes ne demandent pas, et de laisser passer des combattants du PKK turcs et des armes, ainsi que des volontaires turcs. Le gouvernement d'Ankara voit s'affronter à Kobané deux forces qu'il juge également dangereuses : l'EI et le PKK. Ce dernier a accepté depuis deux ans une trêve avec l'armée turque, après trente ans d'une guerre insurrectionnelle qui a fait plus de 40 000 morts, dont 7 000 membres des forces de sécurité turques.

Enfin notons que, pour les États-Unis, « la Turquie est bien placée pour contribuer aux efforts de la coalition pour vaincre l'«EI» : coopération militaire, blocage des financements du terrorisme, juguler le flot de combattants étrangers, fournir une assistance humanitaire et délégitimer l'idéologie extrémiste de l'«EI» ». Entendre : Ankara doit s'impliquer davantage dans la lutte contre les djihadistes, notamment à Kobané. Et pour ce faire, Washington a dépêché une délégation militaire à Ankara. En attendant que ces tractations diplomatico--militaires aboutissent, non seulement Kobané risque de tomber entre les mains de l'«EI», mais Washington et ses alliés continuent à ignorer le Parti de l'union démocratique (PYD, kurde syrien), acteur principal du combat anti-djihadiste, sous le prétexte fallacieux qu'il serait la branche syrienne du Parti du travail du Kurdistan (PKK) qualifié de «terroriste». À ce sujet, le sénateur communiste Pierre Laurent a adressé une question au ministre des Affaires étrangères rappelant que « les Kurdes et leurs représentants politiques constituent (...) les principaux remparts contre le djihadisme », déplorant que le PKK et le PYD « ne bénéficient d'aucune aide » et qu'« ils n'ont pas été invités à la conférence de Paris ». Aussi a-t-il demandé que l'on retire « le PKK de la liste des organisations terroristes, sanctionne les États complices de la terreur islamiste, dont la Turquie » et qu'on fasse « bénéficier les réfugiés kurdes, notamment, des droits inhérents à leur statut ».¹⁶

Pouvons nous croire que la deuxième armée de l'OTAN, la Turquie va rejoindre la coalition contre l'EI alors qu'elle a créé elle-même l'EI pour elle ? Malgré le vote du Parlement en faveur d'une intervention en Irak et en Syrie, mais aucun bombardier n'a pu décoller et la Turquie ne bombardera pas l'EI qui est sa propre alliance de force fondamentale ?

Nous considérons que l'instauration de cette zone tampon soulève de nombreuses questions. Elles sont d'abord politiques : jusqu'où les pays de la coalition internationale sont-ils prêts à s'engager dans la lutte contre l'EI, alors

¹⁶ See more at: [http://www.humanite.fr/quand-la-turquie-et-la-france-ignorent-les_kurdes554416#sthash.CkBmKBsQ.dpuf](http://www.humanite.fr/quand-la-turquie-et-la-france-ignorent-les-kurdes554416#sthash.CkBmKBsQ.dpuf)

que les Etats-Unis et la France ont exclu l'envoi de troupes au sol ? Or, la création d'une zone tampon, dont il faudra délimiter le périmètre, entraîne forcément une escalade dans l'intervention militaire, car il faudra un encadrement au sol pour en assurer la sécurité.

En visite, mardi 7 octobre, dans un camp de réfugiés syriens à Islahiyé, non loin de Gaziantep, le président Recep Tayyip Erdogan a dressé le catalogue des revendications turques : « *Nous demandons trois choses : la création d'une zone d'exclusion aérienne, la sécurisation de la frontière, l'instruction et l'entraînement des combattants de l'opposition modérée en Syrie et en Irak.* »

A quelques jours de la visite à Ankara de John Allen, le coordinateur de la coalition internationale contre l'EI, les autorités turques ne manquent pas une occasion de réaffirmer leurs priorités. M. Erdogan n'a de cesse de rappeler que « le départ de l'actuel régime syrien » restait son souci numéro un et que les frappes aériennes contre les djihadistes risquai...

Le président de la République Mr François Hollande et le président turc Recep Tayyip Erdoğan se sont entretenus par téléphone et ont évoqué la situation alarmante au Nord de la Syrie, notamment dans la ville de Kobané.

Ils ont constaté leur pleine convergence de vues sur la nécessité d'aider davantage l'opposition syrienne modérée en lutte à la fois contre Daech et contre le régime de Bachar el-Assad. Le président de la République a insisté sur la nécessité d'éviter le massacre des populations au Nord de la Syrie. Il a apporté son soutien à l'idée avancée par le président Erdoğan de créer une zone tampon entre la Syrie et la Turquie pour accueillir et protéger les personnes déplacées.

S'agissant de la situation en Irak, le président de la République et le président turc ont rappelé leur soutien à l'action menée par les combattants engagés dans la lutte contre Daech. Ils ont souligné qu'il n'y aurait de solution durable en Irak que politique, avec la pleine intégration de la population sunnite et de ses représentants..Des avions turcs ont bombardé i soir des objectifs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, une première depuis le cessez-le-feu décrété par les rebelles kurdes en mars 2013, a-t-on appris auprès des services de sécurité. Les chasseurs de l'armée de l'air turque ont frappé des positions du PKK qui attaquaient depuis trois jours un poste des forces de sécurité turques dans le village de Daglica (sud-est), a précisé cette source.

Cette opération (...) la Turquie laisse "tomber la ville syrienne de Kobané aux mains de Daesh, la question de son appartenance à l'OTAN devra se poser", "La position de la Turquie dans l'OTAN deviendrait problématique si elle laissait tomber Kobané", a considéré M. Lévy, interrogé par l'AFP. "Il faut le dire dans les heures qui viennent aux autorités turques". Dans ce sens l'analyse

de Maya Alarkon dans l'Humanité est discutable : « *Après avoir longtemps nié le caractère terroriste de « l'État islamique » (EI), la Turquie a enfin rejoint la coalition montée par des puissances occidentales et arabes, afin de combattre ce dernier au nord de la Syrie et de l'Irak. L'Assemblée nationale turque a également approuvé le jeudi 2 octobre une motion autorisant la Turquie à envoyer des troupes en Syrie et en Irak et l'autorisation de l'utilisation du sol turc pour lutter contre l'EI, dans le cadre de cette coalition. Durant la dernière décennie, la Turquie prétendait au rôle de puissance régionale avec des motivations néo-ottomanistes basées sur les théories d'Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères de l'époque et premier ministre d'aujourd'hui.* »

Les chasseurs de l'armée de l'air turque ont frappé des positions du PKK qui attaquaient depuis trois jours un poste des forces de sécurité turques dans le village de Daglica (sud-est), a précisé cette source. la Turquie laisse "tomber la ville syrienne de Kobané aux mains de Daesh, la question de son appartenance à l'OTAN devra se poser. "Les forces de Daesh progressent d'heure en heure, de rue en rue. L'ultime solution est soit l'intervention de l'armée turque dans le cadre de son appartenance à l'OTAN et/ou laisser passer les milliers de combattants kurdes bloqués à la frontière alors qu'ils sont volontaires pour aller défendre la ville", estime M. Lévy. "Mais la Turquie ne bouge pas. Elle s'abrite derrière des arguties juridiques. Elle attend la chute de la ville. Si Kobané tombe, le gouvernement turc devra en être tenu pour directement responsable" "La Turquie est le pilier oriental de l'Alliance atlantique. C'est l'heure de vérité pour sa présence dans l'OTAN", estime-t-il. "On ne peut pas dire que Daesh est une menace mondiale et tolérer que l'alliance militaire qui est le pivot de la riposte à Daesh soit affaiblie en son point le plus crucial par l'irresponsabilité d'Erdogan", le président turc, ajoute Bernard-Henri Lévy. "Je demande aux alliés de la Turquie au sein de l'OTAN de mettre Erdogan face à sa responsabilité". "Kobané est un test pour la Turquie, pour son avenir européen et son appartenance à l'Alliance atlantique", selon lui. "Je n'imagine pas qu'elle puisse rester au sein de l'Alliance atlantique si elle laisse tomber Kobané", a-t-il insisté.

A ce sujet l'approche de Doç. Dr Ayşe Maya Arakon dans l'Humanité nous paraît contradictoire.. D'abord la Turquie n'a pas participé à la réunion de la coalition internationale et puis elle n'a pas autorisé de l'utilisation des bases de l'OTAN à Incirlik. Dr Ayşe Maya Arakon ajoute que « *Durant la dernière décennie, la Turquie prétendait au rôle de puissance régionale avec des motivations néo-ottomanistes basées sur les théories d'Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères de l'époque et premier ministre d'aujourd'hui. Déjà, le gouvernement d'Erdoğan avait vu une opportunité de devenir le leader régional lors du printemps arabe. Dans la poursuite de ce rôle, la Turquie a vite pris position avec les Frères musulmans et les autres forces religieuses voire*

islamistes du Moyen-Orient. »¹⁷ C'est le rôle impérialiste et colonialiste de la Turquie qui veut annexer d'abord le Kurdistan Est puis le Kurdistan Sud, sur sol de Douhok qu'elle dispose des bases militaires, 1300 soldats qui représentent une menace pour la sécurité du Peuple Kurde.

3. L'Allemagne et la Guerre des Kurdes

Nous tenons à préciser que **Dr Ursula von der Leyen**¹⁸ est la ministre allemande de la défense qui s'est rendue au Kurdistan Sud. C'est le début des relations militaires entre l'Allemagne et le Gouvernement Régional du Kurdistan dans la lutte contre le Terrorisme de l'organisation de l'Etat Islamique.. Au cours des dernières années, les relations diplomatiques entre le Gouvernement Régional du Kurdistan et les Etats sont multipliées. Cette situation est conforme au Chapitre V II de la Charte a laissé son empreinte sur l'application du droit international coutumier et conventionnel dans divers domaines dans la mesure où une guerre déclarée par « l'État islamique » (EI) contre le peuple Kurde. *De la guerre* (en allemand : *Vom Kriege*) est un traité de stratégie militaire écrit par le général prussien Carl von Clausewitz. Il fut écrit en majeure partie après les guerres napoléoniennes entre 1816 et 1830 et compilé puis publié par son épouse après sa mort en 1832.

Nous pensons que c'est l'un des traités les plus importants sur la stratégie militaire jamais écrit et, encore aujourd'hui, il est toujours recommandé dans les académies militaires. C'est dans ce livre que la fameuse citation de Clausewitz trouve son fondement, selon laquelle : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». La question qui se pose pour quelle raison les autorités Kurdes du Gouvernement Régional du Kurdistan n'ont pas prises en considération nos analyses faites en 2007 sur la modernisation des forces armées Kurdes, création de l'Armée de l'Air et de la Marine pour garantir et consolidation de la sécurité du Peuple Kurde ? Nous avons prévu le danger il y a huit ans. Les forces de peshmergas se battent maintenant l'IS long d'une

¹⁷ Doç. Dr Ayşe Maya Arakon,, Maitre de Conférences de l'université de Şah Suleyman, depuis 2013 auteur de nombreuses recherches. Invitée de l'Humanité, auteur du « PKK : un groupe terroriste comme un autre ? » (PKK: a terrorist group like anyother?), in French Review *Diplomatie*, January-February 2008 issue, no: 30, France. Mobilisations de l'appartenance religieuse chez les Kurdes de Turquie et dans l'diaspora kurde", in the Colloquium entitled "Minorités religieuses, religions minoritaires : visibilité et reconnaissance dans l'espace public" held in Strasbourg University, France, April 7-8, 2011, "**Le projet de GAP et ses influences régionales**" (The GAP Project and its Regional Influences) in Yves Jeanclos, (ed.), *L'eau: Arme stratégique au 21ème siècle* (Water: A strategic weapon in the 21st century), E.H.E.S.S, Paris, 2002.

¹⁸ **Dr Ursula Gertrud von der Leyen**, née **Albrecht** le 8 octobre 1958 à Bruxelles, est une femme politique allemande membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

frontière de 1.500 kilomètres, en particulier près de Mossoul, au sud de Kirkouk et Jalawla. L'IS a pu avancer vers la région du Kurdistan début de ce mois, car il était en possession de grandes quantités d'armes lourdes saisies de six divisions de l'armée et la police irakiennes. "L'équilibre de la puissance militaire était en faveur de l'IS, en particulier après avoir saisi les armes de six divisions de l'armée et la police irakiennes." Fouad Hussein a déclaré. "Nous parlons d'un millier de camions blindés et des milliers de différents artillerie longue portée." Les armées est lancé des attaques contre les forces peshmergas sur plusieurs fronts, en particulier près de la frontière syrienne, où ils ont saisi les villes de Shingal, Gwer et Makhmour, ainsi que le barrage de Mossoul. «Pour contrer cela, le peshmergas avait simples armes, la plupart du temps la lumière et sur la défensive», a déclaré Hussein. "En plus de cela les forces peshmergas ont été déployés Shingal à Khanaqin et nous parlons de vastes étendues de terres." Soutenu par des frappes aériennes des États-Unis dans les deux dernières semaines, les forces kurdes ont réussi à repousser l'IS et de reprendre un certain nombre de villages, surtout le barrage stratégique de Mossoul. Hussein a déclaré que les forces peshmergas face à un grave défi pour atteindre Shingal dans le temps pour se défendre contre l'IS, car les tribus sunnites locales ont été le parti des militants. "Malheureusement, ces tribus sont retournés contre nous, alliés à l'IS et de la route (à Shingal) est devenu hostile pour nous", at-il expliqué. Hussein a déclaré que le SI se battait avec deux méthodes, les attaques armées et d'une campagne médiatique visant à répandre la terreur. Il a dit que la campagne médiatique "compte pour 60 pour cent de la réussite est, de susciter la peur chez les enfants et les femmes."

Contre cette barbarie il faut saluer l'initiative de la Chanceliere Dr Angela Merkel qui a présenté aux députés du Bundestag les détails de son - très impopulaire - plan de livraison d'armes aux Kurdes, au Kurdistan Sud dans la lutte contre le terrorisme de l'Organisation d'Etat Fasciste Islamiste. Dans un premier temps l'armée allemande, la Bundeswehr, a livré 180 tonnes de vivres, médicaments et couvertures au Kurdistan Sud, dans le nord de l'Irak. Selon le *Spiegel*, six soldats ont également été dépêchés pour préparer l'envoi d'armes de poing et de missiles légers antichar Milan, qui devront être demandés officiellement par le gouvernement irakien et ne pourront être remises aux kurdes du PKK en Turquie.



Il faut saluer également l'arrivée de Madame la Ministre **Dr Ursula von der Leyen** au Kurdistan. Le pas franchi est important : c'est la première fois que la République fédérale brise le tabou qui interdit aux fabricants d'armes «made in Germany» d'approvisionner une région en crise. La seule exception concernait jusqu'à présent Israël, dont le droit à l'existence est pour l'Allemagne «une raison d'Etat». Défendre la position de son gouvernement au Bundestag n'était pas une obligation pour la chancelière (il ne doit être consulté que pour l'envoi de troupes à l'étranger), mais la décision prise fin août de livrer gracieusement aux peshmegas kurdes des armes prélevées sur le stock de la Bundeswehr, doublée d'un refus d'accueillir des réfugiés irakiens, se heurte à l'opposition des deux tiers de la population, majoritairement pacifiste.

Soucieuse de couper court à tout appel du pied en provenance de l'Est, Merkel a justifié ces livraisons par la menace d'un massacre contre les populations civiles et l'extension du risque terroriste en Europe.

A Berlin, la décision du gouvernement met particulièrement dans l'embarras le SPD, associé à la CDU d'Angela Merkel. Sigmar Gabriel, chef du parti et ministre de l'Economie, avait fait de la réduction des ventes d'armes à l'étranger l'un des axes de sa politique. Si la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, tente de rassurer en affirmant qu'«il n'y a pas d'automatisme pour livrer des armes où que ce soit à l'avenir», il sera difficile à Berlin de justifier de telles réticences dans les mois à venir. Déjà, l'Egypte a demandé la livraison de chars allemands, pour lutter contre les bandes terroristes du Sinai.

A l'occasion de la Fête de l'unité Allemande qui coïncide avec la formation des Peshmegas du Kurdistan Sud je suis à Berlin, je vois à TV Madame la Ministre de la défense Ursula von der Leyen, Docteur en Médecine qui répond aux questions des journalistes sur cette formation.

Le Président Barzani a déclaré que « L'Etat islamique d'Irak et al-Shams attaques brutales contre nos frères et sœurs dans Kobane fait partie d'un plan plus vaste perpétrés par les terroristes contre le peuple du Kurdistan. Les attaques barbares et terroristes de ISIS sur Kobane et la partie occidentale du Kurdistan menace toute la totalité de la nation kurde et il a ciblé l'honneur, de la dignité et de l'existence de notre peuple. Je demande à toutes les entités politiques du Kurdistan à mettre de côté leurs différences et ainsi défendre la dignité, la terre et la vie des gens de Kobane. La défense de la terre et du peuple du Kurdistan est du devoir de tout le monde et il doit passer avant tout le reste.

Je voudrais demander à la communauté internationale de prendre toutes les mesures dès que possible pour économiser Kobane et les gens de l'ouest du Kurdistan des mains des terroristes. Les terroristes ISIS commettre des crimes et tragédies où qu'ils se trouvent, ils doivent donc être frappé et battu partout où ils sont. ¹⁹



Dr Angela Merkel est le symbole de la Fête de l'unité allemande.

La chancelière Angela Merkel fête les 24 ans de l'unité allemande. Le chemin de l'Allemagne vers sa réunification à la fin du siècle dernier montre

¹⁹ Massoud Barzani ,Président de la Région du Kurdistan 19 septembre 2014

qu'il est possible de résoudre pacifiquement beaucoup de problèmes qui se posent aujourd'hui à l'Europe, a déclaré vendredi la chancelière Angela Merkel.

Prononçant un discours à Hanovre à l'occasion du 24^e anniversaire de la réunification de son pays, elle a salué le courage des Allemands de l'Est qui a contribué à l'époque. Nous pouvons tous sentir (...) que la liberté, la tolérance et les droits de l'homme sont des choses qui ne vont pas toujours de soi", a-t-elle lancé. "Elles ne sont évidentes ni chez soi, ni dans l'Union européenne, pas plus qu'ailleurs en Europe et dans le monde.

" L'opinion publique mondiale sait que Dr Angela Merkel est la fille d'un pasteur, Horst Kasner et d'une institutrice, Herlind Kasner. À l'automne le 17 juillet 1954, je me permets de vous souhaiter bon Anniversaire et sa famille a quitté Hambourg pour la République démocratique allemande(RDA) et le premier poste de votre père Mr Horst Kasner était à Quitzow, un petit village près de Perleberg. À partir de 1957, vous, votre petit frère Markus et votre petite soeur Irène, vous avez grandi dans le Tremplin brandenbourgeois.

De 1973 à 1978, Dr Angela Merkel a fait des études de physique à l'université Karl-Marx de Leipzig. En 1978, elle a reçu le diplôme de fin d'études en physique. Dr Angela Merkel est admise comme collaboratrice à l'Institut central de chimie-physique de l'Académie des sciences de Berlin-Est, qui était un pays communiste. Sous la direction de Lutz Zülicke , elle a préparé sa thèse sur le Calcul des constantes de vitesse des réactions élémentaires des hydrocarbures simples et elle a obtenu le doctorat de physique quantique en 1986. Après ses études, elle a travaillé jusqu'en 1990 à l'Institut central de chimie-physique, en tant que chercheuse dans le domaine de la physique quantique. Dr Angela Mekel a agi en tant que scientifique et secrétaire du département pour l'agitation et la propagande à l'Académie des sciences et Dr Angela Mekel a effectué deux recherches fondamentales qui prennent une place très importante dans l'évolution de la science physique, il s'agit du "Calcul des constantes de vitesse en haute pression dans les réactions de séparation et de recombinaison des radicaux et des molécules simples d'hydrocarbures", „Zeitschrift für Physikalische Chemie. 1982 et avec Lutz Zülicke: "Berechnung von Geschwindigkeitskonstanten für den C-HBindungsbruch im Methylradikal", "Calcul des constantes de vitesse pour la cassure des couple Carbone-Hydrogène dans les méthyles", Zeitschrift für Physikalische Chemie 1985.

"Les événements de 1989 et 1990 en Allemagne peuvent nous aider car ils symbolisent la victoire de la liberté sur l'oppression, ils symbolisent ce qui peut se passer quand des partenaires coopèrent et se font confiance, ils symbolisent ce qui peut se passer avec de la patience et ce que nous pouvons faire pour améliorer les choses."

Dr Angela Merkel, qui a vécu en Allemagne de l'Est jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989, a fait des références directes à l'annexion de la Crimée par la Russie en mars dernier et à la crise en Ukraine, ainsi qu'à la menace représentée par les djihadistes de l'Etat islamique (EI).

Dr Angela Merkel a souligné que la révolution pacifique de 1989 montrait bien que "tout est possible". "Moi-même et des millions d'autres Allemands de l'Est, nous avons été au premier rang pour en faire l'expérience", a-t-elle dit. "Aussi, il ne faut pas se laisser décourager par tout ce qui se passe en 2014. Au contraire, le jour de l'unification nous montre ce que nous pouvons faire."

La liberté de chaque pays doit être respectée, a-t-elle ajouté, évoquant l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. "Nous, en Allemagne, nous ne pouvons pas refuser à d'autres ce que nous avons reçu lors de notre réunification - la liberté de décider seuls de notre avenir."

"Les sanctions décidées par les 28 membres de l'Union européenne contre la Russie illustrent bien cela", a poursuivi la chancelière tout en soulignant la nécessité de maintenir le dialogue avec Moscou. (Erik Kirschbaum, Guy Kerivel pour le service français)

Dans les conditions actuelles l'Allemagne ne participera pas aux frappes aériennes sur les zones contrôlées par l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) en Irak car on ne peut lancer une opération militaire sans un vote en bonne et due forme du Parlement, à la différence de la France où le président reste souverain. D'ores et déjà, une première livraison d'armes allemandes au gouvernement régional du Kurdistan Sud devrait avoir eu lieu ce mercredi 24 septembre, suivie de peu par des instructeurs de la Bundeswehr. Une demi-douzaine étaient sur place, à Erbil, pour préparer le terrain ; une quarantaine d'autres, membres de la brigade parachutiste 26 « Saarland » sont attendus. Ils doivent initier les combattants kurdes au maniement des armes allemandes : une trentaine de systèmes de missiles antichar, seize mille fusils d'assaut et huit mille pistolets, des grenades, gilets pare-balles, lunettes, camions, tentes, etc. Avec les trois livraisons prévues, il y aurait de quoi équiper au moins quatre mille hommes, pour une valeur de 70 millions d'euros.

Ces livraisons brisent un tabou en vigueur depuis la fin de la seconde guerre mondiale : pas de cession d'armement allemand à un pays en conflit, qui plus est extérieur à l'OTAN et à l'Union européenne. La chancelière Angela Merkel avait convoqué le Parlement en session extraordinaire, le 1er septembre dernier, pour obtenir un feu vert — bien qu'elle n'y soit obligée que dans le cas de l'envoi de troupes sur un terrain de combat. Elle savait pouvoir compter sur l'aval des parlementaires de la coalition CDU-CSU-SPD, qui dispose de cinq cent quatre sièges sur six cent trente.



Parmi les arguments employés par la chancelière pour justifier cette entorse aux règles que s'impose en principe l'Allemagne :

- ▶ « *La terreur que font régner [les islamistes] ne peut nous laisser indifférents* » ;
- ▶ « *On a parfois besoin de moyens militaires pour pouvoir revenir à une solution politique* » ;

« *Ce conflit déstabilise dangereusement toute la région* », ce qui « *a également des conséquences sur l'Europe et l'Allemagne* » ;

- ▶ « *Nos propres intérêts sécuritaires sont menacés (...) Il faut craindre que les quatre cents Allemands partis combattre dans les rangs djihadistes en Syrie et en Irak ne reviennent un jour* » ;
- ▶ « *Nous avons maintenant l'occasion de sauver la vie des gens et d'empêcher de nouveaux massacres de masse, nous devons saisir cette occasion* » ;
- ▶ et l'initiative a été prise en accord avec le gouvernement central d'Irak et en étroite coordination avec les alliés.

Dr Angela Merkel juge "très importantes" les frappes américaines contre les jihadistes de l'Etat islamique (EI) en Irak, mais dit n'envisager qu'une "aide matérielle" aux combattants kurdes de la part de l'Allemagne, dans une interview à paraître jeudi dans la presse régionale.

"J'estime que l'action militaire décidée par le président (Barack) Obama est très importante pour faire reculer les terroristes", déclare la chancelière allemande dans trois journaux du groupe de presse régional Zeitungsgruppe Thüringen.

Selon Dr Angela Merkel, il ne fait aucun doute que l'EI commet des crimes innommables et des atrocités, et que des centaines de milliers de personnes en grande détresse sont jetées sur les routes".

"Cela renforce ma conviction que notre partenariat avec les Etats-Unis est d'une importance majeure au regard des défis globaux, malgré nos divergences profondes concernant l'action des services de renseignement américains", poursuit Mme Merkel, faisant allusion à l'affaire d'espionnage qui a tendu les relations entre Berlin et Washington.

Concernant l'action allemande en Irak, la chancelière a confirmé la ligne défendue depuis mardi par son gouvernement : parallèlement aux "millions d'euros" d'aide humanitaire, l'Allemagne envisage la fourniture de moyens militaires non létaux aux autorités régionales kurdes, en première ligne face à l'avancée de l'EI.

Il pourrait s'agir de matériel médical pour les combattants, de casques, de tentes, d'équipements de vision nocturne, de détecteurs de mines ou de véhicules utilitaires tout-terrain.

Mais la chancelière affirme que le gouvernement "s'en tiendra aux principes de sa politique en matière de vente d'armes", mettant un terme aux conjectures sur une livraison directe d'armes aux combattants kurdes.

4. Le Kurdistan et la Guerre des Kurdes

Dans le cadre des efforts continus de la région du Kurdistan Sud pour soutenir Kurdistan Est, en général et en particulier Kobane, les armes et l'aide militaire ont été livrés à Kobane aujourd'hui de la région du Kurdistan Sud par des jets de marchandises américaines.

La présidence du Kurdistan Sud exprime sa gratitude au gouvernement des Etats-Unis pour son soutien de l'air pour le Kurdistan contre les terroristes d'ISIS²⁰ Mais une question se pose est ce que la présidence du Kurdistan Sud a pris en considération nos propositions que nous l'avons formulées en mai et en juillet 2014 ? NON.

Conclusions

« La première c'est la protection des acquis de la révolution du Kurdistan, du passage de l'armée à l'armée régulière et la constitution et la formation de l'armée populaire des volontaires pour la garantie de la sécurité de notre peuple.

²⁰ Présidence du Kurdistan Sud 20 octobre 2014

La deuxième c'est l'établissement d'une diplomatie internationale solide qui traduira des criminels du Génocide de Sengal et les juger devant la Cour Pénale Internationale.

La troisième, c'est l'annulation de tous traités signés avec la Turquie, qui fermera ses consulats sur le sol du Kurdistan et l'expulsera de ses 1300 soldats stationnés au Kurdistan Sud.

La quatrième, c'est l'investissement des revenus pétrolières qui garantira la sécurité du Peuple du Kurdistan et à la technologie de surveillance par des satellites.

La cinquième c'est la formation de l'armée des volontaires et la militarisation de la population à côté de l'Armée régulière qui détruira toutes les menaces et la constitution de l'air et l'armée Marine du Kurdistan qui développera la technologie de l'espace et l'établissement des centres des fusées à longues distances et d'autres.

La sixième c'est en face à une guerre chimique et bactériologique de prendre des précautions nécessaires qui garantira la sécurité à du Peuple du Kurdistan. Il faut que le secteur de construction soit adapté aux conditions de la guerre, face aux attaques aériennes, les parties des sous-sol des bâtiments disposeront des parties de la protection pour la population civile.

La septième, c'est la proclamation de l'Indépendance du Kurdistan qui pourra suivre une politique indépendante libre dans le monde et la formation d'une armée régulière est l'armée officielle de l'Etat du Kurdistan avec son gouvernement légalement constitué. Pour la défense nationale du Kurdistan il est indispensable la fondation de L'Organisation kurde pour la recherche atomique et nucléaire, le centre de recherches de la Physique des Particules du Kurdistan pour la sécurité et l'avenir du Peuple du Kurdistan. C'est la seule garantie basée sur les fondements scientifiques d'une force militaire et nucléaire qui garantira l'avenir de notre révolution.

Dr Ali KILIÇ, Paris 21 octobre 2014